



Comptes rendus

Volume 86, Number 1-2, 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1071836ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1071836ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (print)

1920-6267 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

(2020). Review of [Comptes rendus]. *Études d'histoire religieuse*, 86 (1-2), 75–115. <https://doi.org/10.7202/1071836ar>

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2020

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

les habitants du second parviennent à maintenir leur mode de vie traditionnel. De plus, tandis que l'historiographie actuelle soulève habituellement les effets désastreux de la colonisation – notamment l'effondrement démographique à la suite de la propagation des maladies infectieuses, la perte territoriale et la mise en réserve, puis la déstructuration de l'autorité ancestrale par l'imposition des conseils de bande –, Inksetter propose une interprétation surprenante. Selon elle, les sources révèlent une hausse démographique chez les Algonquins septentrionaux, attribuable à une sécurité alimentaire accrue, à la rareté des maladies et une diversification des leviers économiques. En outre, les Algonquins auraient intégré le mode de scrutin prévu à la *Loi sur les Indiens* afin de baliser le pouvoir des chefs ancestraux dans un contexte de forte compétition politique.

En insistant sur les absences et les silences de diverses sources, l'ouvrage d'Inksetter révèle les écarts entre l'existence formelle des cadres coloniaux, son application concrète dans les régions périphériques et la réception nuancée et complexe qu'en ont eue les Algonquins. La participation au commerce des fourrures, la conversion au catholicisme, le contact avec le front pionnier et les politiques de l'État, souvent analysées dans le milieu universitaire en fonction de leur caractère répressif et assimilateur, acquièrent un sens différent chez les Algonquins septentrionaux du XIX^e siècle. Le changement social et culturel constitue ici le résultat de certains choix conscients et mesurés d'une majorité d'Algonquins pour contrôler leur propre destinée et se protéger des abus de pouvoir. En replaçant l'agentivité autochtone au centre du récit, Inksetter nuance les idées de l'« âge d'or » ou de l'« âge sombre » pré-contact, préférant réitérer l'importance de mener des études localisées pour comprendre la complexité du phénomène du changement social. L'ouvrage constitue une réelle contribution à l'historiographie et représente une belle porte d'entrée pour le public qui voudrait s'initier aux études autochtones du XIX^e siècle.

Caroline Desruisseaux
Cégep de Sherbrooke

David Koussens et Catherine Foisy (dir.), *Les catholiques québécois et la laïcité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, ix, 393 p. 40 \$

Cet ouvrage a été produit à la suite de la tenue d'un colloque organisé à Montréal en 2016 par le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie, avec la collaboration de la Chaire de recherche Droit, religion et laïcité de l'Université de Sherbrooke, du Département de sciences des religions de l'Université du Québec à Montréal et du Centre de recherche Société, droit et religions de l'Université de Sherbrooke. Il

s'agit d'un ouvrage qui éclaire de manière significative le positionnement des acteurs catholiques québécois vis-à-vis des enjeux de laïcité.

En introduction, les auteurs rappellent que la laïcité a été largement disputée dans les arènes médiatiques et universitaires au cours des dernières années au Québec, contribuant à alimenter substantiellement la production de connaissances sur ses tenants et ses aboutissants. Les débats publics ayant propulsé cette production ont toutefois eu pour effet de la réduire à une seule dimension, celle relevant de la visibilité du religieux, négligeant par le fait même le positionnement des acteurs catholiques québécois. Divisé en trois parties, l'ouvrage a pour but de participer ainsi à un renouveau, salutaire pourrait-on dire, des études sur la laïcité. Ce renouveau se mesure par l'ouverture vers de nouveaux horizons, davantage compréhensifs que normatifs, où la place des acteurs – leur positionnement historique, politique et idéologique – vis-à-vis de la laïcité est désormais prise au sérieux.

La première partie, composée de cinq textes, porte sur l'effervescence socio-ecclésiale des années 1960 et permet d'éclairer le rôle des milieux catholiques quant aux diverses avancées laïques observées durant la Révolution tranquille. **Geneviève Zubrzycki** offre une description minutieuse d'un épisode conflictuel du Québec des années 1960, soit la « décapitation » de saint Jean-Baptiste le 24 juin 1969, en l'interprétant comme une rupture symbolique significative dans la construction de l'identité nationale québécoise. Dans un texte s'intéressant au catholicisme citoyen, **Gilles Routhier** met en lumière les positions publiques ou écrites dans diverses revues intellectuelles concernant le processus de séparation des Églises et de l'État, dans un contexte où des tensions ont nourri de nombreux acteurs catholiques. **Martin Roy**, pour sa part, invite le lecteur à s'intéresser aux catholiques de gauche, en analysant les textes publiés dans la revue *Maintenant*, éclairant le lecteur sur le déplacement progressif des idées confessionnalistes de la droite catholique afin de se rapprocher des thèses de la gauche laïciste. Analysant le processus de laïcisation des institutions de santé et de services sociaux – institutions dirigées jusqu'alors par les communautés religieuses – **Jacques Palard** attire notre attention sur un aspect structurant de la Révolution tranquille, soit la remise en question de la toute-puissante Église catholique dans la société québécoise. Pour sa part, **Louis Georges Deschênes** propose de mettre en exergue la concomitance et l'influence respective des processus de laïcisation et de sécularisation par un regard détaillé sur la structuration administrative du territoire québécois, où l'empreinte catholique a été déterminante.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur le processus de laïcisation du système scolaire québécois et débute par un regard posé par **Guy Rocher** sur le travail qu'il a effectué de l'intérieur de la commission Parent (1961-1966), où il décortique des éléments structurant les discussions portant sur la

déconfessionnalisation de l'école québécoise. **Stéphanie Tremblay** analyse les critiques catholiques adressées au cours d'Éthique et culture religieuse (ECR). En détaillant la nature et les contours de ces critiques, elle démontre que les plaintes entendues à la Cour suprême du Canada concernant l'école secondaire Loyola et des parents désirant retirer leurs enfants des cours ECR renvoient à des visions fort différentes de l'éducation et de la laïcité. S'intéressant à des enjeux similaires, **Louis-Philippe Lampron** s'attache à présenter les arguments évoqués lors des démêlés entourant deux arrêts de la Cour suprême du Canada, *Commission scolaire des Chênes* (2012) et *Loyola* (2015), en situant son analyse au sein de la jurisprudence constitutionnelle liée à la liberté de religion.

La troisième partie, composée de cinq textes, s'inscrit dans une perspective prospective eu égard aux enjeux de la laïcité et aux acteurs politiques. **Bernard Gagnon** suit la pensée de Charles Taylor quant à l'identité catholique, en explicitant les liens existant entre ses écrits sur la laïcité et ceux sur le catholicisme, moins connus. Se penchant sur un moment de laïcisation peu analysé jusqu'alors – la redéfinition du mariage civil au Canada – **David Koussens** détaille comment le discours épiscopal québécois s'est éloigné de celui des évêques canadiens. Par une analyse des mémoires présentés lors des travaux de la commission parlementaire portant sur le projet de loi n° 60 (aussi appelé « Charte des valeurs »), **Catherine Foisy** souligne que la pluralité des positions avancées dans la sphère publique converge vers une représentation négative du catholicisme. Analysant théoriquement le rapport entre la religion et la culture, **Jean-François Lanier** défend l'idée selon laquelle le débat québécois du religieux et du culturel se présente sous la forme d'une querelle permettant une lecture attentive à la pluralité des discours sur la religion et la laïcité, partagés entre un monde commun et des visées particularistes. En se penchant sur des racines d'une gestion laïque québécoise d'avant la Révolution tranquille, **Raymond Lemieux** propose l'idée d'une « protolaïcité », invitant ainsi le lecteur à remettre en question les idées reçues sur la période de la « grande noirceur ». Dans une courte – et quatrième – partie, composée d'un seul texte, **Sara Teinturier** brosse de manière intéressante et inattendue le portrait des représentations du religieux catholique sur les étiquettes de bières des microbrasseries québécoises, révélant ainsi le rapport toujours présent des Québécois avec la culture religieuse catholique dans leur quotidien.

Au final, il s'agit d'un ouvrage riche, novateur et participant de manière convaincante aux nouvelles avenues de la recherche sur la laïcité au Québec. Celles-ci se veulent résolument compréhensives, détaillées et minutieuses eu égard au rôle joué par les acteurs – ici catholiques – dans la défense et la redéfinition des rapports institutionnels qui structurent au quotidien les enjeux culturels, religieux et identitaires. Cet ouvrage a ainsi

le potentiel d’agir comme marqueur d’une nouvelle ère de recherche sur la laïcité, où le positionnement d’acteurs clés sert alors de point de référence dans la compréhension d’un vivre ensemble qui se dessine sous nos yeux, compréhension où une attention consciencieuse portée aux pratiques, aux actions et aux discours devient incontournable.

Bertrand Lavoie
Faculté de droit
Université de Sherbrooke

Pierrette Lafond, *Promenade en Enfer. Les livres à l’Index de la bibliothèque historique du Séminaire de Québec*, Québec, Septentrion, 2019, 142 p. 30 \$

La préface d’Henri Dorion, étudiant au Séminaire de Québec à la fin des années 1950, rappelle ses souvenirs de l’Enfer, une section de la bibliothèque où se trouvaient les livres dangereux qu’il était interdit de lire. D’autres étudiants de l’époque témoignent aussi du rôle important de l’Index des livres interdits dans les institutions d’enseignement. Ainsi, dans *Le Carabin*, journal des étudiants de l’Université Laval, paraît en 1961 un article sur l’Index, « Une situation trouble », écrit par un étudiant, le futur premier ministre Lucien Bouchard. L’article s’ouvre sur la constatation suivante : « Beaucoup d’étudiants universitaires violent quotidiennement la loi de l’Index des livres. »

Au cours des siècles, dans les bibliothèques publiques et celles des séminaires, collèges et universités se sont constitués graduellement des fonds spéciaux de livres réservés pour certaines catégories de personnes. Avant la Révolution tranquille et le concile Vatican II, les bibliothèques du Québec, principalement celles des maisons d’enseignement, ont aussi leur Enfer. Dans plusieurs cas, les livres qui s’y trouvaient ont été intégrés depuis lors à la collection générale ou sont disparus.

Heureusement, la section Enfer de la bibliothèque du Séminaire de Québec a été conservée jusqu’à ce jour dans son intégrité. Pierrette Lafond, qui a fait plusieurs travaux sur le fonds ancien de cette bibliothèque où elle a travaillé comme responsable des services de documentation et d’édition, publie un ouvrage très bien documenté sur le contenu du fonds Enfer.

Tout d’abord, elle rappelle comment la censure religieuse a été omniprésente dans la société québécoise. Les directives de la Curie romaine sont suivies par la hiérarchie ecclésiastique. Une circulaire de 1858 de l’évêque de Montréal, M^{gr} Bourget, oblige les bibliothèques paroissiales de posséder un exemplaire de l’Index des livres interdits. Les évêques